



Le Saint-Siège

**DISCOURS DU PAPE JEAN- PAUL II
AUX PARTICIPANTS À L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DE
L'ACADÉMIE PONTIFICALE DES SCIENCES SOCIALES**

Vendredi 2 mai 2003

Monsieur le Président,

Chers Membres de l'Académie pontificale des Sciences sociales,

Je suis heureux de vous saluer à l'occasion de votre IX Assemblée plénière et je forme les meilleurs voeux pour vos travaux au cours de ces journées de débats centrés sur le thème du "gouvernement de la mondialisation". Je suis certain que la compétence et l'expérience que chacun de vous apporte à cette rencontre aideront à déterminer la meilleure façon de guider et de régler la mondialisation au bénéfice de toute la famille humaine.

En effet, les processus à travers lesquels les capitaux, les biens, les informations, les technologies et les connaissances sont aujourd'hui échangés et circulent dans le monde entier, éludent souvent les mécanismes traditionnels de contrôle et de régulation mis en oeuvre par les gouvernements nationaux et les agences internationales. Les intérêts particuliers et les demandes du marché prévalent souvent sur la préoccupation pour le bien commun. Cela tend à laisser les membres les plus faibles de la société sans une protection adaptée et peut obliger des populations et des cultures entières à une dure lutte pour survivre.

En outre, il est préoccupant d'assister à une mondialisation qui aggrave les conditions des plus démunis, qui ne contribue pas de façon suffisante à résoudre les situations de faim, de pauvreté et d'inégalité sociale, qui ne protège pas le milieu naturel. Ces aspects de la mondialisation peuvent susciter des réactions extrêmes, conduisant à un nationalisme excessif, au fanatisme religieux, voire à des actes de terrorisme.

Tous cela est bien loin du concept d'une globalisation éthiquement responsable, capable de

traiter tous les peuples comme des interlocuteurs égaux et non comme des instruments passifs. C'est pourquoi il ne peut y avoir de doute sur le besoin de lignes directrices qui placent, avec fermeté, la mondialisation au service du développement humain authentique - le développement de chaque personne et de toute la personne - dans le plein respect des droits et de la dignité de chacun.

Il apparaît donc évident que le problème n'est pas la globalisation en soi. Les difficultés naissent plutôt du manque de mécanismes efficaces pour lui imprimer une juste direction. La mondialisation doit être insérée dans le contexte plus vaste d'un programme politique et économique, qui vise au progrès authentique de l'humanité tout entière. De cette façon, elle servira toute la famille humaine, en n'apportant plus seulement ses bienfaits à quelques privilégiés, mais en promouvant le bien commun de tous. Ainsi, le véritable succès de la globalisation se mesurera à l'aune de sa capacité de permettre à chaque personne de jouir des biens fondamentaux que sont l'alimentation et le logement, l'éducation et le travail, la paix et le progrès social, le développement économique et la justice. Il n'est pas possible d'atteindre cet objectif en l'absence d'orientations données par la Communauté internationale et d'une réglementation adaptée, émanant des institutions politiques du monde entier.

En effet, dans mon [Message pour la Journée mondiale de la Paix 2003](#), j'ai observé que le temps est venu "où tous doivent collaborer à la constitution d'une nouvelle organisation de toute la famille humaine", une organisation qui soit en mesure de faire face aux nouvelles exigences d'un univers mondialisé. Cela ne signifie pas créer un "super-Etat global", mais poursuivre les processus en cours pour accroître la participation démocratique et promouvoir la transparence et la responsabilité politique.

Le Saint-Siège est pleinement conscient des difficultés à imaginer des mécanismes concrets pour une juste réglementation de la mondialisation, notamment en raison de la résistance que cette réglementation rencontrerait dans certains milieux. Toutefois, il est fondamental que soit accompli un progrès dans cette direction, et que chaque effort se fonde sur les immuables vertus sociales de la vérité, de la liberté, de la justice, de la solidarité, du principe de subsidiarité et, surtout, de la charité, qui est la mère et la perfection de toute vertu chrétienne et humaine.

Chers membres de l'Académie pontificale des Sciences sociales, je vous remercie à l'avance pour le discernement que votre rencontre apportera à la question prise en considération, et je prie afin que l'Esprit Saint guide et illumine vos débats. Je vous donne à tous avec joie ma Bénédiction apostolique, en gage de grâce et de force dans le Seigneur Ressuscité.
